Les dessous financiers de la Guerre au Maroc

Depuis que M^e^ Briand, avocat réputé, a si vigoureusement défendu devant les tribunaux, les thèses « incendiaires » de l'hervéisme, on discute beaucoup dans les milieux populaires le problème de la guerre. Les uns estiment que, du moment que le drapeau est engagé, il faut le défendre sans discuter. Les autres, pensant que la Patrie est une idée surannée, réservent leur dévouement à l' « humanité » et leurs énergies pour la « guerre sociale ».

Mais très peu savent par quels moyens d'ingénieux financiers et d'astucieux politiciens amènent des centaines de mille hommes à risquer leur vie pour des intérêts qu'ils ignorent et qui d'ailleurs ne les regardent pas.

À ce point de vue, l'expédition que font actuellement les Espagnols au Maroc est très instructive, et je vais essayer d'en dévoiler ici très simplement les causes financières et secrètes.

Il y a quelques années, des explorateurs français parcourant les régions marocaines à l'ouest de la frontière algérienne découvraient le long de la côte une vaste lagune longue de 25 kilomètres, fort profonde, bien abritée, et qui pourrait devenir une des meilleures rades de la Méditerranée.

Tout près de là, dans les montagnes du Gourougou, ils mettaient à jour des gisements de fer et de plomb fort riches ; ces gisements étaient facilement exploitables ; ils se trouvaient à peu de distance du port espagnol de Melilla ; un petit chemin de fer de quelques lieues suffirait pour y amener les minerais, que l'on vendrait ensuite fort cher aux métallurgistes allemands et anglais.

Une Société se forma bientôt pour exploiter l'affaire. Une banque s'y intéressa : de gros capitalistes comme le prince de Wagram y apportèrent leur argent et leur nom, et un politicien réputé, « manager » désigné de toutes les entreprises coloniales, M. Etienne, la prit sous son patronage.

À cela, il n'y a rien à dire ; il s'agissait d'une entreprise purement privée, et certes, des particuliers sont bien libres de risquer leurs capitaux comme il leur plaît.

Mais voici que la politique intervient. Un syndicat financier français avait décidé de mettre la main sur les richesses du Maroc ; mais un syndicat espagnol avait décidé exactement la même chose, et un syndicat anglais aussi. Or, quand des syndicats de ce genre sont en lutte les uns contre les autres en pays étranger, ils ont l'habitude de recourir à la diplomatie.

Quant ils lancent leurs entreprises, ils n'ont point coutume de demander l'avis des pouvoirs publics. Il est bien évident par exemple que le syndicat de la rue Le Peletier, quand il décida de mettre la main sur les mines du Riff, ne songea jamais à demander au préalable l'autorisation du gouvernement et de la Chambre. Mais du moment où leur affaire tourne mal ou rencontre des obstacles, aussitôt ils s'empressent d'exiger que le gouvernement les soutienne. Et il se trouve toujours quelque politicien plus ou moins désintéressé pour prendre en main leur cause au nom de « l'honneur national et des intérêts supérieurs de la Patrie ». C'est là précisément l'utilité de ces « courtiers parlementaires », députés ou sénateurs, anciens ou futurs ministres que l'on trouve dans les Conseils d'Administration de toutes ces Sociétés financières.

Donc, on s'adressa à notre diplomatie, et M. Delcassé négocia avec les cabinets de Londres et de Madrid un savant marchandage.

Afin de pouvoir à leur aise exploiter le Maroc, nos hommes

d'État abandonnèrent aux Anglais le contrôle qu'ils exerçaient sur les finances de l'Égypte.

Mais les Anglais qui ne se souciaient pas de voir la France s'établir en face de Gibraltar exigèrent que l'on fît une part aux Espagnols, et cette part, ce fut précisément la région du Riff où l'on se bat aujourd'hui.

Il fut décidé que toute la côte qui va de Tanger à la frontière algérienne et tout le pays montagneux qui se trouve derrière, seraient réservés aux hommes d'affaires de Madrid. (Convention franco-espagnole du 6 octobre 1904 approuvée par le gouvernement anglais.)

C'est ainsi que le Riff – tout en restant marocain en théorie – passait comme on dit « sous le contrôle » de l'Espagne. Quant aux Marocains, naturellement, on ne leur avait pas demandé leur avis...

Cependant cet accord était pour le groupe Étienne et consorts une mauvaise affaire. Maintenant que les gisements convoités passaient sous le contrôle de l'Espagne, allait-on se retirer ?

C'est ici qu'il faut admirer la merveilleuse souplesse de notre organisme financier. Le groupe se fit, si j'ose dire, « naturaliser » espagnol. Ce ne fut pas difficile.

On loua un bureau dans une des plus belles rues de Madrid ; on passa un acte de constitution de société par devant un notaire de la même ville. On mit à la tête un *señor caballero* quelconque avec le titre de Président du Conseil d'administration. Mais comme les capitalistes français détenaient la majorité des actions, c'est eux qui nommaient ce Conseil et étaient par conséquent les vrais maîtres de l'entreprise. Ainsi fut créée la Compagnie « espagnole » (?) *Norte-Africa*.

On se mit bientôt à l'œuvre : il se trouva que le gisement de

fer était beaucoup plus riche qu'on ne pensait ; il n'était pas loin de la mer, donc facile à exploiter. On établit un chemin de fer de la mine au port de Melilla, et les capitalistes français purent bientôt espérer de bons dividendes.

Ce que voyant, les Espagnols se piquèrent au jeu. N'était-il pas honteux pour eux de laisser des étrangers tirer seuls parti des richesses d'un sol qui leur appartenait en vertu des traités. On découvrit dans le voisinage, sur le territoire des Beni-Ifrour, un gisement de plomb. Un grand seigneur très riche, le duc de Romanones, député, ancien ministre des affaires étrangères, associé à son frère le duc de Tovar et à plusieurs autres influents personnages fonda un groupe et constitua une autre Société, vraiment espagnole, celle-là...

Cependant les Marocains ne voyaient pas d'un bon œil l'installation de tous ces étrangers sur leur territoire. Ils savent, par l'expérience de l'Algérie, que tous ces Roumis qui se présentent d'abord modestement comme des marchands ou des ingénieurs, accaparent bientôt toutes les bonnes terres, prennent ce qui est à leur convenance, traitent l'indigène avec mépris, et, à la moindre rébellion, font intervenir le canon.

Pour pouvoir exploiter sa mine, le syndicat Étienne avait dû traiter avec le grand chef qui dominait alors le pays, le fameux Rogui ; et il en avait obtenu, moyennant une forte somme d'argent, un acte de concession qui lui permit de travailler en paix pendant quelque temps.

Mais bientôt le Rogui descendit vers le Sud, afin d'aller renverser le sultan de Fez dont il se prétendait le frère aîné. Les tribus Rifaines qu'il contraignait à lui obéir retrouvèrent leur indépendance ; aussitôt elles se montrèrent hostiles à l'exploitation des mines ; et l'on dut interrompre les travaux.

On tenta de les reprendre en juin dernier. Mais alors les indigènes se fâchèrent. Un groupe d'ouvriers se rendant à leur travail tombèrent dans une embuscade ; trois ou quatre furent tués. Grave événement ! Aussitôt la garnison de Melilla se mobilisa.

Il est curieux de constater combien la peau des travailleurs dont on fait si bon marché dans la mère-patrie, gagne à être exportée. En France comme en Espagne on n'y attache pas grand prix ; on fait tuer quotidiennement des centaines d'ouvriers dans des grèves ou dans des entreprises dangereuses ; on en assassine chaque jour quelques-uns sur les divers points du globe, sans que cela donne lieu à des incidents diplomatiques.

Mais quand la peau des prolétaires recouvre quelque grosse combinaison financière, alors elle devient pour les gouvernements un objet infiniment précieux.

Pour quelques Maltais tués à Casablanca au service de la Compagnie Schneider, la France a envoyé huit cuirassés, débarqué dans la Chaouia 14 000 hommes et dépensé plusieurs centaines de millions.

Dans le cas actuel, c'était à l'Espagne de marcher.

La Compagnie de M. Étienne se tourna vers le gouvernement de Madrid, et le somma de la protéger : n'était-elle pas Espagnole ? M. de Romanones, député, ancien ministre des affaires étrangères, dont les mines de plomb se trouvaient aussi menacées, intervint dans le même sens. L'ambassadeur de France, M. Revoil, l'homme d'Algésiras, menaçait, si l'Espagne n'agissait pas, de débarquer des troupes françaises, ce qui annulerait du coup le traité plaçant le Riff sous la domination espagnole.

Il fallait agir. Le général Marina reçut l'ordre de châtier les tribus rebelles. Au petit bonheur, il *razzia* quelques villages ; les Maures répondirent en courant aux armes. Bientôt toute la région fut en bataille. Une colonne promenant

fièrement le drapeau à travers le pays essuya des coups de fusil.

Dès lors le « drapeau était engagé », « l'honneur national » était en jeu. Et tous les Espagnols étaient tenus de se faire hacher au besoin jusqu'au dernier pour conserver leurs mines à M. Étienne et au marquis de Romanones. Le général Marina demanda 25 000, puis 40 000 hommes. C'était la guerre.

Il est curieux de remarquer avec quelle facilité les gouvernements engagent « l'honneur national ».

Un syndicat de financiers fonde une entreprise en pays étranger ; il ne demande pas pour cela l'autorisation de son gouvernement. Il y va de son plein gré et avec le seul but d'y gagner de l'argent. Il se peut que son entreprise n'ait aucune utilité pour ses nationaux.

Dans le cas qui nous occupe, les mines du Riff présentaient-elles pour l'Espagne un intérêt vital ? Nullement. L'Espagne possède les plus riches gisements de fer du monde, après la Suède ; elle ne les exploite même pas. Faute de capitaux, et aussi d'activité, elle les a laissé tomber aux mains des étrangers, Anglais, Allemands et Français qui possèdent la plupart des mines de la région de Bilbao et Santander. Elle n'a même pas de grandes usines métallurgiques et ses minerais s'en vont vers les hauts fourneaux de Birmingham ou d'Essen.

On ne voit donc pas de quelle utilité pouvaient être pour l'ensemble du peuple Espagnol les mines de fer de M. Étienne et du marquis de Romanones. Et certes si l'on demandait à l'ensemble des citoyens s'ils sont décidés à verser leur sang pour sauvegarder des mines lointaines et inutiles, leur réponse serait assurément négative.

Aussi n'est-ce pas comme cela qu'on leur a présenté la chose. On ne leur a point parlé des mines ; on leur a parlé du drapeau.

Et c'est ici qu'apparaît la puissance redoutable des traditions et des symboles.

Au temps jadis, lorsque les peuples ignoraient la grande industrie et n'étaient encore que des agglomérations de paysans, la guerre avait pour but de s'emparer des champs du voisin, de le réduire en servitude, d'enlever sa femme ou ses filles, ou tout au moins de lui imposer des contributions de guerre ou des impôts qui entretiendraient à ses dépens le faste des vainqueurs.

La Patrie fut conçue comme une sorte de Syndicat pour la défense commune contre l'invasion. Et le Drapeau, son symbole, représenta « le sol sacré » du pays, la « liberté » de ses habitants ; et l' « honneur » des familles. Une insulte au drapeau était une menace d'invasion, de ruine et de servitude ; et voilà pourquoi les citoyens aussitôt mobilisaient.

Mais depuis un demi-siècle, tout est changé. Ce ne sont plus des propriétaires fonciers qui gouvernent les grandes nations de l'Europe occidentale, ce sont des industriels et des financiers. Ceux-là ne se soucient point de pillage ou de conquêtes, et la guerre de 1870-71 sera probablement la dernière en Europe qui se soit terminée par une annexion.

Ils se préoccupent avant tout de gisements industriels et de débouchés commerciaux en pays nouveaux ; et cela n'a – en apparence du moins – rien de belliqueux.

Mais il peut se faire que des indigènes répugnent à se laisser pénétrer même « pacifiquement ».

Il faut alors faire appel aux soldats ; et pour cela il n'y a qu'un moyen : « engager le drapeau ».

Certes, théoriquement cela peut paraître assez difficile : il n'y a évidemment aucun rapport entre une expédition dans le Riff et les idées ou les intérêts traditionnels que le drapeau représente. Il est clair que les Kabyles du Gourougou, les

Beni-Sicar et les Beni-bou-Ifrour n'ont jamais songé à envahir le « sol sacré » de l'Espagne, qu'ils n'ont point tenté de ravir la « liberté » des fiers Castillans, et qu'ils sont tout à fait hors d'état de venir

Jusque dans leurs bras
Égorger leurs fils et leurs compagnes.

Mais la foule n'y regarde pas de si près. Elle confond volontiers une idée avec son symbole. Elle est habituée à associer l'image du drapeau avec l'idée de sa sécurité. Or le drapeau est aux mains des généraux, lesquels obéissent aux ministres, lesquels sont dociles aux puissances d'argent. Un Étienne homme d'affaires, député, chef de groupe, ancien ministre, est puissant sur la diplomatie française. Un marquis de Romanones, président du Conseil d'administration de diverses sociétés, capitaliste multimillionnaire, ancien ministre des affaires étrangères, une des têtes du parti libéral en Espagne, est un homme avec qui le gouvernement de Madrid doit compter. Il s'entend avec M. Maura, président du Conseil ; sur l'ordre de celui-ci, un général, empressé à conquérir des galons, promène insolemment le drapeau espagnol à travers le territoire étranger ; les Kabyles naturellement tirent dessus.

Aussitôt le ministère déclare que l' « honneur national » est engagé ; en l'absence des Chambres, on expédie à Mélilla 40 000 hommes. Et le tour est joué.

Voilà comment un groupe de financiers et de politiciens, sous le couvert d'une fiction patriotique, engagent la vie de leurs compatriotes pour la défense. d'intérêts qui ne sont pas même espagnols.

On raconte qu'au soir de la bataille de Rosbach le roi de Prusse Frédéric II traversant la plaine où gisaient 30 000 morts, dit en souriant à son entourage :

« *Messieurs, voilà trente mille hommes qui se sont fait massacrer pour une affaire qui ne les regardait pas*. »

Cet exemple n'est pas unique : on en trouverait de semblables dans l'histoire de la France en ces dernières années. Il doit nous inciter à réfléchir.

Camarades, tâchons de voir clair dans nos affaires, et DÉFIONS-NOUS DES SYMBOLES.

Cratès